qui parle

D'ailleurs, durant le début du règne de Boumediene avant que Draia ne s'en offusque, des jeunes s'enrôlaient dans l'armée pour matraquer des policiers. Même la police était un corps qui ne pesait pas lourd. Cette tradition ne peut rapidement disparaître. Au temps de Boumediene et de Chadli, de nombreux militaires avaient occupé des postes civils : Sélim Saadi, Ahmed Benchérif, Abderrezak Bouhara, Rachid Benyellès, Kasdi Merbah, Abdelghani… L'office Riad el Feth qui cristallisait les relations privilégiées entre une partie de l'armée et la bourgeoisie des affaires était dirigé par un militaire, le colonel Senouci. Des centaines d'officiers portent le costume civil et occupent les postes-clés des secteurs économique et diplomatique. Les grandes infrastructures du régime étaient dirigées par l'armée comme le barrage vert par exemple. C'était une force d'encadrement et d'embrigadement de la société.

L'armée est donc le centre du pouvoir. C'est elle qui a souvent décidé des grandes options idéologiques. Avant chaque réunion du comité central et du congrès du FLN, le président se réunissait avec les officiers supérieurs de l'armée avant le retrait apparent du FLN, mais tout le monde savait que de nombreux cadres de l'armée, sortis à la vie civile, étaient toujours au comité central. Le FLN, même sous Messaadia, n'était qu'une simple vitrine. D'ailleurs, en 1988, quand l'appareil du FLN devenait trop remuant, on avait vite trouvé une solution de rechange, Abdelhamid Mehri, un fidèle de Chadli.

Ce n'est qu'après 1988, avec des changements au niveau de la haute hiérarchie, suite à des démissions et des mises à la retraite anticipée, que les choses commencèrent à s'ouvrir, sous la pression des événements politiques qui avaient secoué le pays. En 1989, le FLN, dans ses différents congrès régionaux refusait toute ouverture politique plurielle, il a fallu Chadli et l'armée pour imposer le multipartisme. Mais il n'est pas facile pour quelque armée que ce soit de changer en un court laps de temps, surtout quand on sait que, pour reprendre le grand sociologue égyptien, Anouar Abdelmalek, c'est seulement depuis un siècle que l'institution militaire s'est vue remplacée par les partis politiques et que les Etats nationaux de l'Occident moderne ont été façonnés autour de l'armée : de Cromwell à Wellington, en Angleterre, des Capétiens à Napoléon et de Gaulle en France ; Charles XII en Suède ; Pierre le Grand en Russie ; Garibaldi en Italie ; Bismarck en Allemagne ; Washington, Lincoln et Jefferson aux Etats-Unis. L'armée a toujours été le détenteur réel du pouvoir. Aux Etats-Unis, le sénateur McCarthy, président de la commission des activités anti-américaines, a terrorisé dans la fin des années quarante-début cinquante tous les acteurs de la vie américaine, mais une fois qu'il allait toucher à l'armée, il fut tout simplement voué aux gémonies et à la disparition.

Ainsi, l'armée algérienne qui donne l'impression de ne pas s'ingérer de manière ouverte dans les affaires courantes du gouvernement a toujours défini les grands contours idéologiques, même si en son sein, il n'existe pas un discours idéologique cohérent. Jusqu'à présent, son poids est important. L'état d'urgence lui permet d'avoir un extraordinaire pouvoir. D'ailleurs, c'est grâce à l'armée que fut interrompu le «processus électoral» de 1992. Belaïd Abdesselam explique ainsi cette situation dans ses entretiens avec El Kenz et Bennoune (Le hasard et l'histoire) : «Sur le plan des textes, des options proclamées, l'armée des frontières a soutenu le programme de Tripoli, la Charte d'Alger, la Charte nationale, les nationalisations, la révolution agraire (…). Ce corps a marché de 1965 jusqu'à 1978 dans un sens déterminé, parce qu'il y avait un homme à sa tête et j'imagine aussi que cet homme n'était pas seul, qu'il avait avec lui la majorité du corps des officiers. (…) Certes, ils conservent un peu, un certain souvenir de ce qu'ont été les thèmes discutés, quand ils étaient dans le parti. Mais malheureusement sur le plan politique, ils n'ont pas beaucoup progressé, à part les choses qu'ils ont apprises dans la pratique quotidienne des responsabilités. (…) Parmi ceux qui ont assumé des responsabilités élevées au sein du CCE ou du GPRA, certains, par l'expérience et la confrontation des idées et des conceptions avec les dirigeants d'autres pays, ont réussi à acquérir des connaissances non négligeables…».

Ce n'est pas du tout une surprise qu'une fois Boumediene disparu, son successeur, Chadli Bendjedid change de cap. C'est le cas, d'ailleurs, de l'Égypte qui a vu Sadate prôner l'infitah et tenter d'effacer de la mémoire égyptienne le nom de Nasser. La longue période de parti unique et de dirigisme militaire a privé le pays d'une véritable classe politique et d'une culture politique dont les conséquences traversent le territoire. Un «Etat moderne» sans personnel politique digne de ce nom. Les affaires ont davantage brouillé l'image d'une armée qui reste encore marquée par sa participation aux émeutes de 1988. On se souvient également du procès de Mostefa Beloucif.

Malgré les changements effectués ces dernières années dans la société, l'armée reste encore un acteur central ou à la limite ayant son mot à dire dans les affaires du pays. On se souvient du conflit Belaïd Abdesselam-Ali Kafi au temps du HCE où Abdesselam, à l'époque chef de gouvernement, avait dit publiquement, en visant Kafi, qu'il était à ce poste à l'appel de l'armée. Tout le monde sait que les généraux ont soutenu la candidature de Bouteflika qui a mis ses conditions sur la table avant d'accepter.

C'est pour cela que relativement, le président semble avoir des atouts en sa faveur, contrairement à ce qui semble se dire ici et là par rapport à ce que certains appellent le «pouvoir réel». Le choix du gouvernement correspond beaucoup aux désirs du président dont les poids lourds sont des proches.

Aujourd'hui, chose extrêmement nouvelle, d'anciens officiers supérieurs se mettent à écrire. La muette se met donc à parler et même à polémiquer, faisant ressortir certaines incompréhensions longtemps dissimulées. Sous Boumediene, la chose était impensable. Aujourd'hui, les anciens de la lutte de Libération sont au seuil de la retraite, d'autres officiers supérieurs, jeunes et formés dans les grandes écoles, les remplaceront. Comment seront esquissés les contours de cette nouvelle armée qui parle de plus en plus de professionnalisation et de métier et donne l'impression de se désengager de la politique ? La question a été même posée dans un article de l'ambassadeur des Etats-Unis à Alger dont une synthèse avait été publiée par la presse algérienne.

A. C.

Salah Goudjil répond au Bureau politique du FLN

Apparemment, «le membre du BP chargé de l'information», soit qu'il n'a pas pris connaissance du contenu de la Déclaration générale du Mouvement du redressement et de l'authenticité du 29/01/2011, et publiée notamment dans *Le Soir d'Algérie* du 31, soit qu'il ne l'a pas suffisamment assimilé ; sinon il se serait épargné l'effort de produire des inepties en publiant un papier intitulé «Mensonges et vérités».

Pour «éclairer l'opinion publique en général et les militants en particulier» comme il le dit lui-même, avis que nous partageons avec lui, nous lui demandons d'user de ses prérogatives auprès de «Saout Al-Ahrar», le journal du parti, pour publier dans son intégralité cette déclaration. Ainsi, il contribuerait effectivement à l'instauration de la liberté d'expression et au «débat contradictoire, responsable et fructueux» qu'il appelle de ses vœux et nous éviterait de faire appel aux autres journaux pour exprimer nos opinions et nos positions. Dans l'attente de ce geste, nous devons reconnaître que nous partageons avec lui l'idée que le Comité central représente, selon les statuts, «le cadre légal» pour poser les problèmes du parti et les préoccupations des militants. Encore faut-il que les statuts soient respectés par les dirigeants exécutifs eux-mêmes et que ce Comité central soit légal ! Ce que nous contestons pour des raisons largement explicitées dans notre déclaration. Comment donc assister à ses sessions alors qu'il n'a pas été épuré des intrus et des opportunistes !

Les observations du représentant du BP appellent de notre part les réactions suivantes :

1- Le fait que certains dirigeants actuels (et non «anciens») soient descendus sur le terrain répond en réalité à une demande pressante de la base militante avide de connaître les détails du programme du Mouvement et élargir les consultations sur les perspectives d'avenir, chose tout à fait normale dans les conditions présentes que traverse le parti, d'autant que ces dirigeants sont à présent libres de toute astreinte ou contrainte les empêchant de bouger ! Et s'ils ne l'ont pas fait suffisamment par le passé lorsqu'ils assumaient des responsabilités exécutives au niveau central, c'est qu'ils étaient astreints à une présence permanente au siège central du parti.

2- Leurs «applaudissements», comme le prouvent les vrais enregistrements vidéo, sont en vérité, et chacun le sait, destinés aux prises de parole des chefs de délégations de partis frères et amis vouant respect et considération au véritable FLN et qui ont été invités au 9e congrès avec l'arrière-pensée de donner au SG une certaine crédibilité extérieure. Donc, leurs applaudissements n'étaient nullement destinés à légitimer les mascarades de ce dernier !!

3- Nous répétons ici comme nous l'avons clairement fait surtout dans la déclaration générale que nous n'aspirons à aucun poste de responsabilité au sein du BP actuel. Notre seul objectif est d'assainir le parti et le remettre sur sa véritable voie. Le représentant du BP connaît cela et sait parfaitement «qui doit assainir qui» !!

4- Nous rappelons en ce qui concerne la gestion financière du parti que des membres importants de l'ancien Conseil national ont exigé en pleine session la création d'une commission d'enquête sur ce dossier.

Malheureusement, et à ce jour, nous ignorons le sort réservé à cette commission (comme tant d'autres d'ailleurs!). En attirant l'attention sur ce dossier, nous ne visons pas la gestion courante et quotidienne de l'administration du parti, mais la source et la destination d'un financement occulte s'il en est et qui ne figure pas dans le rapport de la commission des finances ni dans celui du commissaire aux comptes ! Ce sont, entre autres, les déclarations du SG à propos de ce que nous a coûté le dernier congrès qui nous ont amenés à nous poser des questionnements liés à cet aspect financier avant que la justice ne soit saisie ! A cet effet, nous enregistrons que le BP «accueille favorablement toute opération de contrôle qui sera menée par les services légalement accrédités». Ce qui, à nos yeux, permettra de lever les doutes une totale transparence dans la gestion financière du parti dans tous ses volets !! Enfin, et pour ce qui est des rencontres fraternelles qui ont lieu dans les domiciles de militants à travers certaines wilayate, nous invitons le secrétaire général et les membres de son BP à venir assister à une deuxième rencontre à Telagh dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès afin de constater de visu que ces rencontres ne sont pas en infraction vis-à-vis de la loi et qu'elles regroupent uniquement des militants authentiques dont plusieurs cadres dirigeants — anciens et actuels — tous fidèles au FLN qu'ils veulent préserver à tout prix ! La rencontre sera une occasion pour débattre avec de vrais militants des problèmes du parti en toute franchise et en présence des représentants de la presse nationale ! Le militant qui nous a accueillis dans sa demeure une première fois n'hésitera pas à le faire une seconde fois pour l'amour de son parti ! Qu'il soit ici doublement remercié !

Salah Goudjil